

Le financement de l'activité économique au Canada, par W. M. C. HOOD. (Commission Royale d'Enquête sur les Perspectives économiques du Canada). Un vol., 6½ po. x 10, broché ou relié, 740 pages — IMPRIMEUR DE LA REINE, Ottawa, 1959

Jean Mehling

Volume 35, numéro 3, octobre–décembre 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001679ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001679ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mehling, J. (1959). Compte rendu de [*Le financement de l'activité économique au Canada*, par W. M. C. HOOD. (Commission Royale d'Enquête sur les Perspectives économiques du Canada). Un vol., 6½ po. x 10, broché ou relié, 740 pages — IMPRIMEUR DE LA REINE, Ottawa, 1959]. *L'Actualité économique*, 35(3), 520–522. <https://doi.org/10.7202/1001679ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1959

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ressources humaines avant la déclaration de guerre; même la production de munitions n'était pas sur un pied de guerre totale. Au début des hostilités, la production de l'avionnerie allemande, par exemple, était de 675 unités par mois, soit à peu près ce qu'était celle de la Grande-Bretagne. À cela s'ajoute l'insuffisance des réserves de matières premières essentielles, bonnes pour seulement six mois à la déclaration de la guerre. Ainsi, que l'on étudie les conditions du redressement économique, ou le programme d'approvisionnement de matières premières essentielles, ou la mobilisation des ressources humaines, ou la production militaire, la conclusion est toujours la même: la mobilisation économique pour fins de guerre se fait à une échelle inférieure au potentiel du pays.

Pourquoi en fut-il ainsi? Assurément pas pour des considérations pacifiques, car on préparait la guerre, mais pour plusieurs raisons dont voici les principales. D'abord et probablement surtout, parce que les dirigeants nazis étaient réfractaires à l'idée d'augmentation des dépenses publiques et de déficits plus forts, de peur de saper la confiance en la monnaie et de provoquer l'inflation. D'où l'on voit immédiatement que, à l'encontre de la croyance générale, ce n'est pas la politique financière qui était subordonnée à la politique militaire, mais au contraire la seconde qui l'était à la première. Une deuxième raison réside dans la résistance du peuple allemand à abaisser son niveau de vie au profit des exigences militaires, ce qui porte à croire que l'on a exagéré même l'ascendant du régime sur le peuple. En troisième lieu, il semble bien que les dirigeants nazis n'aient pas été à la hauteur de la lourde tâche de concevoir et de mettre sur pied un programme de production militaire adéquat. Enfin, il faut croire qu'Hitler a failli à la tâche de faire l'accord au sein même de son parti. En dernière analyse, la principale raison qui explique pourquoi le réarmement n'a pas été ce que l'on croyait qu'il était, vient probablement de ce que les plans d'Hitler ne l'exigeaient pas. Le chef nazi espérait satisfaire son ambition de conquêtes territoriales de la façon qui lui a réussi d'abord, c'est-à-dire en mettant les grandes puissances devant le fait accompli. Il n'entraît pas dans ses plans de soutenir une guerre totale contre une coalition des grandes puissances. La sorte de guerre dont il avait rêvé n'exigeait pas plus de préparations qu'il n'en avait.

L'auteur dégage plusieurs leçons de l'expérience nazie, entre autres que les experts peuvent facilement se tromper dans l'évaluation de l'effort de guerre d'une nation; qu'il n'est pas bon de mesurer la puissance militaire aux ressources économiques mobilisées ou mobilisables; que le degré d'efficacité n'est pas en raison directe du dirigisme, de la centralisation et de l'enrégimentation des hommes.

Camille Martin

Le financement de l'activité économique au Canada, par W. M. C. HOOD. (Commission Royale d'Enquête sur les Perspectives économiques du Canada). Un vol., 6½ po. × 10, broché ou relié, 740 pages — IMPRIMEUR DE LA REINE, Ottawa, 1959.

Il en a été des publications de la Commission Gordon comme de la Belle-au-Bois-Dormant: à la fin de l'histoire, elle sortit de sa léthargie!

LES LIVRES

Des nombreuses publications qui nous ont été livrées par la Commission, seul *Le financement de l'activité économique au Canada* constitue véritablement un *document*, le mot désignant ici un travail indispensable et *neuf*. Cette contribution de Monsieur Hood aux publications économiques canadiennes peut être qualifiée de majeure.

Tout d'abord — et contrairement à certains des travaux de la Commission — l'ouvrage est lisible. Monsieur Hood n'a pas cru indispensable d'être obscur pour paraître savant. L'ouvrage, avons-nous entendu dire, serait une mise au point des cours donnés par le Professeur Hood à l'Université de Toronto.

Nul ne déplorera le ton quelque peu magistral de l'ouvrage. En réalité, il était indispensable que chacun des problèmes traités fut pris de son point de départ. La littérature économique canadienne avait absolument besoin d'un manuel traitant du marché monétaire et du marché financier; et plus particulièrement encore d'un exposé rationnel indiquant le rôle précis joué sur le marché des obligations par les compagnies d'assurance, les compagnies de fiducie, etc. . .

Tout cela, d'ailleurs, n'est pas traité «de haut». Monsieur Hood sait envisager les problèmes sous leur double aspect théorique et pratique. Ayant exposé les règles de fonctionnement, il apporte les précisions désirées en matière chiffrée.

Certaines des parties de l'ouvrage pourront être reprises, néanmoins, et développées. Il faut bien comprendre ici, l'esprit d'un tel ouvrage. Trop souvent (nous pensons en particulier à *Output, Labour and Capital*) les économistes ayant travaillé pour la Commission nous ont donné l'impression de travailler pour eux-mêmes, et nullement pour éclairer le public et les parlementaires.

Or, n'était-ce là, justement, le but poursuivi par la Commission Gordon? Pourquoi avoir voulu faire assaut de science, et avoir surtout, ici ou là, fait assaut d'explications obscures? Qui a-t-on voulu servir: la renommée scientifique de certains professeurs, ou un Parlement appelé à prendre des décisions?

Si les décisions exigent une connaissance préalable et claire des problèmes, il faut bien reconnaître que la Commission Gordon n'a que rarement atteint son objectif: tantôt ridiculement simples (voir *La mobilité de la main-d'œuvre*), tantôt inutilement obscures et «modelisées» (voir *Output, Labour and Capital*), les annexes publiées ne sont que peu ou pas utiles.

Il n'en est rien dans un cas au moins, et nous le devons au Professeur Hood. En résumé, *Le financement de l'activité économique au Canada* répond à son objectif. Mieux encore, il pourra servir à plusieurs fins: permettre aux parlementaires de comprendre les fonctionnements du marché de l'argent et du marché des capitaux, fournir à l'étudiant en science économique un instrument de travail indispensable, démontrer aux contribuables que les fonds engagés dans les travaux des commissions royales peuvent être utilement dépensés.

Mieux encore, l'étude du Professeur Hood constitue une base de départ pour de futurs travaux. L'élargissement des tableaux *input-output* en une série de tableaux de «Comptes des transactions nationales» n'est pas le moindre des apports de cette étude offerte à la curiosité des chercheurs. À eux seuls, ces nouveaux tableaux mériteraient une analyse détaillée.

En somme, le Professeur Hood n'a pas cru utile de dissocier théorie et réalité économiques. C'est notre chance. Quant à lui, il a fait preuve de bon sens, sans nuire à la rigueur de ses raisonnements. Kant l'aurait-il guidé dans sa recherche, lui qui écrivait tout bonnement ce que nous oublions trop souvent: «Penser, c'est juger»?

Jean Mehling

L'économie de l'Algérie, par R. GENDARME. (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques — Institut d'Études politiques d'Alger. Un vol., 6 po. × 9½, broché, 379 pages. — LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, blvd Saint-Michel, Paris V^e, 1959.

L'auteur, dès le début, pose le problème algérien comme celui de la faim et de la misère. Problème commun à la plupart des pays sous-développés et qui, de plus en plus, retient l'attention des économistes et des sociologues. Selon François Perroux, l'économie sous-développée est définie comme celle «où les coûts de l'homme ne sont pas couverts». R. Gendarme cherche à savoir si cette définition s'applique à l'Algérie, et pour répondre à cette question il décrit tout d'abord l'économie algérienne.

Du point de vue agricole, sa production reste importante et son sol fournit, en outre, du minerai de fer et du phosphate, du zinc, du plomb et, en quantité moindre, de la houille et du pétrole. Le secteur industriel reste faiblement développé dans son ensemble et il faut faire appel aux importations. Toujours selon la définition de François Perroux, une économie sous-développée est celle «qui est désarticulée, exposée continuellement à des blocages de développement ou de croissance». Dans le cas de l'Algérie, l'auteur distingue quatre facteurs de blocage.

Tout d'abord, le déséquilibre entre la poussée démographique de la population et l'augmentation de la production agricole qui est due principalement à la mauvaise exploitation juridique et technique des terres appartenant aux musulmans, et à la trop rapide mécanisation de la culture dite évoluée. Ensuite, la faiblesse du secteur industriel incapable d'absorber la main-d'œuvre disponible, inemployée ou mal employée sur les terres. Troisièmement, le manque de capitaux qui provoque un déséquilibre entre les investissements publics et les investissements privés au détriment de ces derniers, d'où l'ingérence continue de l'État dans le domaine économique et souvent une orientation tout à fait artificielle de la structure du marché. Quatrièmement, une balance commerciale toujours déficitaire, ce qui toutefois peut être considéré comme temporaire et inhérent au développement du pays.

Il est incontestable, en outre, qu'on s'attaque aux problèmes des pays sous-développés avec des méthodes applicables dans le monde occidental. Ces critères font estimer à tort que l'Algérie est sous-administrée. Or elle est plutôt mal administrée, car étant donné le niveau économique atteint, le secteur tertiaire, artificiel, a atteint une importance disproportionnée par rapport à la croissance.